



**Donnez-vous
les moyens d'agir**



L'EVASION FISCALE A NOUVEAU SOUS LES FEUX DE L'ACTUALITE

Les « Panama Papers » mettent à nouveau pendant quelques heures le sujet de l'évasion fiscale sous les feux de l'actualité.

Sans porter de jugement sur le fond des dossiers, cette nouvelle affaire démontre, contrairement aux déclarations de nombreux dirigeants, que les paradis fiscaux et le secret bancaire existent toujours.

En France, la fraude fiscale est estimée à 60 milliards d'euros. L'évasion fiscale touche l'économie mondiale, conduit à instaurer une concurrence déloyale entre les entreprises, aggrave les déficits publics, porte atteinte à l'égalité devant l'impôt auquel chacun doit contribuer dans une nation. Au niveau mondial, plus de la moitié des flux financiers et commerciaux transitent par les paradis fiscaux. Les cinquante premières entreprises européennes logent dans ces pays en moyenne 117 filiales chacune (source CCFD).

L'évasion fiscale, les détournements, le recyclage de l'argent sale dans ces pays opaques affaiblissent la souveraineté des Etats. En facilitant le contournement des règles fiscales, judiciaires et prudentielles, les paradis fiscaux facilitent la fraude fiscale, abritent et protègent l'argent du crime organisé (trafics humains, de drogue, d'armes, pillage des matières premières...) et de la corruption. Ils offrent également un espace dérégulé aux investisseurs financiers, source d'instabilité financière.

Les dirigeants politiques, certaines entreprises multinationales et leurs intermédiaires financiers ont une lourde responsabilité dans la fuite illicite des capitaux (évasion fiscale, détournements, argent du crime).

Pour la CFTC DGFIP l'impôt est l'instrument de financement de politiques publiques décidées librement. Il assure une fonction déterminante pour assurer une meilleure répartition des richesses, et un effet correctif sur certains comportements (environnement, spéculation financière). C'est un élément fondamental de la démocratie et de l'Etat de droit.

La CFTC DGFIP demande une vraie politique de lutte contre l'évasion fiscale :

- **l'échange automatique d'informations complètes entre tous les pays y compris les pays en développement,**
- **la transparence sur les propriétaires réels de toutes les sociétés écrans,**
- **la création d'un registre public des bénéficiaires réels des sociétés,**
- **une garantie de protection pour les lanceurs d'alertes,**
- **un renforcement des moyens humains et matériels des administrations fiscales.**

Syndicat national CFTC FINANCES PUBLIQUES

6 rue Louise Weiss

Bâtiment Condorcet – Télédoc 322

75013 PARIS

TEL 01 44 97 32 74

WWW.cftc-dgfip.fr

cftcdgfip@gmail.com